



STAREC INFOS

Bulletin hebdomadaire d'information du Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones Sortants des Conflits Armés (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Tanganyika, Bas-Uélé, Haut-Uélé et Ituri)

EDITORIAL

Le succès de STAREC : l'affaire de tous !

Depuis le mois de juin 2009, le Programme Amani, né de la Conférence de paix de Goma de janvier 2008, a cédé la place à STAREC ; le Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortants des Conflits Armés. Si pour certains observateurs et analystes, le bilan du programme Amani se présente en demi-teinte avec des hauts et des bas, des zones d'ombre et des éclaircies (chose consubstantielle, d'ailleurs, à toute entreprise humaine), la saine appréciation du processus de sortie de crise dans l'Est de la RDC devrait conduire, cependant, à la mesure si ce n'est à beaucoup d'indulgences vis-à-vis dudit programme. En se référant aux conclusions et recommandations de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, tenue du 27 décembre 2007 au 5 janvier 2008, l'on peut constater que le Programme Amani aura rempli une grande partie de son « contrat ». Et aujourd'hui en amorçant la phase de la Stabilisation et de la Reconstruction dans les zones ayant subi de plein fouet les conséquences néfastes des crises armées à répétition, les autorités de la RD Congo veulent se donner les moyens d'amorcer un redécoupage socio-économique harmonisé pour l'Est du pays. Mais qu'attendre de cet autre programme sans une forte adhésion des populations, elles-mêmes ? Ou encore sans la forte implication des autorités provinciales et locales ? STAREC ne doit pas être perçu comme une initiative individuelle mais plutôt comme un cadre offert à tous d'œuvrer à la pacification, à la Stabilisation et à la Reconstruction de l'Est de la RDC. Chacun doit comprendre que les graines du succès de STAREC sont contenues dans son objectif global : « stabiliser l'Est de la République Démocratique du Congo en améliorant l'environnement sécuritaire et en restaurant l'autorité de l'Etat dans les zones autrefois contrôlées par les groupes armés, en facilitant le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiées, et en accélérant la relance des activités économiques. » Si tant il est vrai que l'on ne peut sortir d'une crise aussi longue que celle qu'a connue l'Est de la RD Congo comme l'on sort d'un dîner de gala, il est cependant vrai que la RDC peut tourner très vite cette page sombre de son histoire en misant sur toutes ses filles et tous ses fils. Surtout dans le Haut-Uélé, le Bas-Uélé, l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et le Tanganyika Tanganyika ; principales zones couvertes par STAREC. En plus du soutien de la communauté internationale, il appartient de fait aux congolaises et aux congolais eux-mêmes de tracer les sillons de la stabilité et de la reconstruction. Personne d'autres ne viendra faire la paix à leur place car personne d'autres qu'eux-mêmes ne peut mesurer celle-ci à sa juste valeur après tant d'années de tueries, d'exactions et de crimes de tous ordres.

Et c'est dans ce cadre que chaque semaine, « STAREC INFOS » se fera le devoir de vous tenir au courant des avancées dans la mise en œuvre du Programme STAREC sur le terrain, pour le bénéfice des populations.

A.E.P

Lancement de STAREC Priorité aux axes routiers



(Crédit photo : Alain Wandimoyi)

Le boulevard Kanyamuhanga de Goma

« L'amélioration de l'environnement sécuritaire et la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones anciennement contrôlées par les groupes armés passent obligatoirement par la réhabilitation des axes routiers ».

Mr Hangi Binini, coordonnateur interprovincial du STAREC, l'a affirmé au cours de l'Atelier de concertation tenu à Kinshasa du 24 au 28 août 2009. Atelier qui a réuni les ministres des travaux publics, les chefs de divisions provinciaux de l'Office des Routes et de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) des provinces concernées par STAREC, les experts du Programme PRO-ROUTES du ministère des Travaux Publics, Infrastructures et Reconstruction (TPIR), du Fonds National pour l'Entretien des Routes (FONER) et du Génie Civil des FARDC. Cet atelier avait entre autres objectifs l'identification des routes d'intérêt national et provincial, de déterminer de manière concertée les axes routiers prioritaires d'intérêt national, provincial et touristique à réhabiliter dans chaque entité administrative décentralisée retenue dans le cadre du STAREC (Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, Districts du Haut-Uélé, Bas-Uélé et Ituri en province Orientale, District de Tanganyika en province du Katanga), de localiser les sites de construction des casernes pour les FARDC, d'identifier les zones économiques, les sites touristiques et les réserves forestières.

Mr Hangi Binini a tenu à informer les participants sur les termes de références des axes routiers à réhabiliter dans une première phase qui part de septembre à décembre 2009 pour répondre à la préoccupation majeure du retour des déplacés et

des réfugiés dans leurs milieux d'origine.

Rappelons que le programme STAREC a été réalisé sur la base des initiatives et interventions en cours sur le terrain avec l'appui de la MONUC pour les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et des initiatives similaires du programme AMANI appuyées par les partenaires au développement de la RDC (GTZ, DFID, PNUD, etc.).

Pour le Nord-Kivu, les travaux de réhabilitation des axes Sake-Masisi, Masisi- Nyabiondo- Walikale sont en cours dans la partie Sake-Masisi, exécutés par UNOPS pour les premiers 56 kms et Walikale-Mpofi sur 50 km, exécutés par Agro Action Allemande.

Une somme d'un million de dollars pour divers projets dans le district de l'Ituri vient d'être injectée. A ces projets, il convient d'ajouter un autre approuvé en décembre 2008 portant sur la réhabilitation du pont Ituri (125 m) pour un montant de un million de livres (1,2 millions US \$) par DFID, le Département pour le Développement international du Royaume-Uni. Le montage d'une partie de sa structure métallique démolie (25 m) a commencé, d'ailleurs, en août dernier par la MONUC.

Pour la province du Sud-Kivu, il s'agit de la réhabilitation de l'axe routier Burhale-Shabunda (203 km) et l'entretien de 6 routes stratégiques sous le financement de DFID pour un coût de 8 millions de dollars US. Le programme sera exécuté en trois phases par UNOPS, l'Office de Routes et par les organisations locales de développement (PME-HIMO). Les travaux sont prévus pour durée de septembre 2009 à décembre 2010.

Levy Pontien Bashonga

L'INTERVIEW DE LA SEMAINE

JANVIER HANGI BININI, Coordonnateur de STAREC «...STAREC obéit à un souci d'efficacité et de réponses immédiates aux préoccupations des populations. »



JANVIER HANGI BININI, Coordonnateur de STAREC

Le Programme Amani a pris fin pour faire place au Programme STAREC. Fondamentalement qu'est ce qui justifie ce changement de programme ?

Ce changement de programme parce que nous sortons d'une phase précise avec le Programme Amani. Comme vous le savez avec Amani nous avons beaucoup privilégié l'aspect sécurisation dans l'Est du pays. Aujourd'hui avec STAREC, nous visons la stabilisation et la reconstruction. Il fallait harmoniser les approches ; et c'est ce qui explique la mise sur pied depuis juin 2009 du Programme STAREC. L'objectif global de STAREC est de « stabiliser l'Est de la République Démocratique du Congo en améliorant l'environnement sécuritaire et en restaurant l'autorité de l'Etat dans les zones autrefois contrôlées par les groupes armés, en facilitant le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiées, et en accélérant la relance des activités économiques. »

En ce qui concerne le Programme Amani, l'on avait décrié la multiplicité des structures. Avec le Programme STAREC aujourd'hui peut-on s'attendre à une machine moins lourde dans son fonctionnement ?

Quand vous vous référez aux mécanismes de coordination de STAREC, vous noterez qu'il y a trois niveaux pour la mise en œuvre harmo-

nieuse et efficace de ce programme : le niveau Central, le niveau Provincial et le niveau Local. Au niveau Central, il y a par exemple des Comités techniques sectoriels qui prennent en compte les trois composantes essentielles de STAREC à savoir : la composante sécuritaire ; la composante humanitaire et sociale ; et la composante relance économique. Et au niveau de chaque Composante, la structuration est faite de telle sorte que les exigences clés soient prises en compte. C'est ainsi que par exemple pour la composante humanitaire et sociale, nous mettons un accent particulier sur le retour des réfugiés et déplacés dans leur milieu d'origine avec la mise sur pied d'un Comité technique sur les Réfugiés et les Déplacés Internes. Il en va de même pour les autres composantes. Tout ceci pour dire que la structuration actuelle de STAREC obéit à un souci d'efficacité et de réponses immédiates aux préoccupations des populations qui en sont les premières bénéficiaires.

Quelles seront les priorités dans l'exécution du programme STAREC ?

A court terme, dans le domaine sécuritaire il s'agit du casernement des militaires, du déploiement de la Police dans les zones jadis occupées par les groupes armés ainsi que les espaces laissés par les FARDC lors du casernement. Dans le domaine humanitaire, il s'agit du retour des

déplacés internes et des réfugiés dans leurs milieux d'origine. Et dans le domaine économique, nous parlons de construction, réhabilitation et ouverture des routes d'intérêt national et provincial, de préparation des dossiers des zones sinistrées (Production agricole, transformation, conservation, élevage, identification des zones économiques), d'appui à la sécurité alimentaire (Agriculture et Elevage) et d'industrialisation dans les secteurs agricole et minier.

Vous parliez tantôt dans le cadre du domaine humanitaire du retour des déplacés internes et des réfugiés dans leurs milieux d'origine. Quel appui prévoyez-vous au retour et à la réintégration de ces personnes ?

Dans les faits, il est prévu un programme conjoint UNICEF/PNUD/FAO de retour et de réintégration communautaire au Sud et Nord-Kivu pour 200,000 personnes dans 80 localités. Il y a aussi un programme de création d'emploi et réhabilitation d'infrastructures dans 45 localités du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri qui doit être lancé. Sans oublier le programme d'appui pour le règlement des conflits fonciers.

En termes de financement, avez-vous le plein soutien des partenaires internationaux ?

Nous pouvons répondre par l'affirmative. Car le gouvernement et les partenaires internationaux ont décidé d'utiliser la « Stratégie d'Appui des Nations Unies pour la Sécurité et la Stabilisation à l'Est de la RDC », en abrégé UNSSSS, comme le cadre principal d'assistance internationale au STAREC. Et afin de répondre aux attentes des uns et des autres, l'UNSSSS est en train d'être révisé sur la base du STAREC. Avec en fin de compte, entre autres, pour objectifs de fournir un cadre cohérent à travers lequel la Communauté Internationale va appuyer les efforts du gouvernement et concentrer ses ressources ; d'assurer la réponse rapide et efficace de la Communauté Internationale au développement sur le terrain ; de renforcer l'impacte et l'efficacité de l'appui international à travers une approche collective et la prévention de la duplication et fragmentation des efforts et enfin d'assurer un niveau supérieur d'harmonisation et de coordination de l'appui international en lieu et place de l'approche ayant entraîné la dispersion des efforts et des coûts de transaction très élevés.

Interview réalisée par AHOUSSE E. Pothin

REPORTAGE

Les camps de déplacés autour de Goma se vident mais...

Petit à petit les camps de déplacés autour de la ville de Goma se vident de leur monde. Si cette situation illustre bien la phase de normalisation que prend la vie dans l'Est de la RDC en général et plus particulièrement dans le Nord-Kivu, l'on ne peut balayer du revers de la main les conditions dans lesquelles ces déplacés regagnent leur lieux d'origine.



(Crédit photo : Alain Wandimoy)

Déplacés de guerre dans le Nord-Kivu (image d'archives)

Les camps de Mugunga I et Mugunga II autour de Goma comptaient au début de l'année 2009 plus de 50.000 déplacés, hommes, femmes et enfants confondus. Aux dernières nouvelles, ces camps viennent de se vider de leurs derniers occupants. Reste encore autour de Goma le camp de Mugunga III « pour accueillir uniquement les personnes vulnérables », confie Mr Faustin Mahoro, président des déplacés du camp de Mugunga I.

Les mouvements de retour des déplacés dans leurs milieux d'origine ont commencé depuis juillet 2009 par petits groupes jusqu'à l'évacuation complète du camp de Kibati I situé à 12 km de Goma sur la route de Rutshuru auquel s'ajoutent les camps de Bulengo et Buhimba autour du Lac Vert qui se sont également vidés, tout récemment, de leurs occupants. Les déplacés de Kibati I déclaraient à qui voulait l'entendre qu'ils préféreraient retourner chez eux, dans leurs villages même à pied, avec ou sans provisions, afin de s'occuper de leurs champs et de scolariser leurs enfants au lieu de la vie précaire qu'ils mènent sous les tentes dans les camps.

Ce choix du retour chez soi a été amplifié par les échos relayés par les premiers retournés qui, de retour, ont pu constater

qu'une paix relative régnait dans leurs villages. Selon le même point de vue, les initiatives du rétablissement des relations diplomatiques entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo couronnées par la rencontre à Goma début août dernier des deux chefs d'Etats, Paul Kagame et Joseph Kabila, ont été aussi un signal fort qui a rassuré les déplacés quant à l'irréversibilité de l'instauration d'une paix durable dans la région. Le retour des déplacés est aussi lié à deux éléments importants : la saison culturale et la rentrée scolaire qui commencent au mois de septembre de chaque année.

A cette initiative pour le moins courageuse des déplacés, s'oppose tout naturellement la question de leur prise en charge dans leurs milieux d'origine. Parce que dans leur fuite, ils ont tout perdu et leurs cases laissées derrière ont été soit brûlées soit démolies à l'usure du temps. Le gouvernement provincial aurait obtenu des organisations humanitaires partenaires l'assurance d'un appui en kits de réinstallation composés du matériel aratoire, des semences et matériels de construction des écoles et centres de santé afin de leur permettre de reprendre une vie normale. Des kits dont la distribution effective pourra constituée

une véritable bouffée d'oxygène pour ces familles chassées de chez elles du fait de la guerre.

Rappelons enfin que le programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones affectées par les conflits armés (STAREC) prévoit en bonne place de ses activités prioritaires, pour son lancement, l'organisation du retour et de la réinsertion sociale des déplacés et des réfugiés.

Enfin, on s'accorde à dire que de ce retour volontaire des déplacés et des réfugiés au bénéfice de la paix qui s'installe dans la province, résultera une reprise des activités économiques paralysées par la guerre pour replacer la province du Nord-Kivu en avant plan des provinces greniers du pays.

L.P.B



Directeur de Publication : Janvier HANGI BININI

Coordonnateur Inter-Provincial/STAREC

Rédacteur en Chef : AHOUSSE E. Pothin

Rédaction : Cellule de Communication STAREC

Graphic et Mise page : Akiba HARAMBA

Appuyé par le PNUD à travers les Fonds Multi-bailleurs

DANS LES PROVINCES

Le Maniema accueille ses premiers ex-combattants

Samedi 10 octobre 2009 : Wamaza, secteur situé dans le territoire de Kabambare, à 370 km de routes et 198 km à vol d'oiseau au sud-est de Kindu dans la Province du Maniema, s'apprête à vivre un événement important pour les populations locales. En effet, ce jour là, dans le

cadre du Programme STAREC, avec l'appui de la Coopération allemande, de le Système des Nations Unies pour la Sécurisation et la Stabilisation de l'Est de la RDC (UNSSSS) et le PNUD, Wamaza procédait à l'ouverture officielle de son Centre de Regroupement des ex-combattants.



Vue des ex-combattants, futurs pensionnaires du centre de regroupement de Wamaza. (photo CelCom/STAREC)

11h10, l'hélico de la Monuc se pose, dans la province du Maniema, au milieu d'un terrain de football au milieu de cases en chaume et de palmiers. Outre Ahmed Sharrif, Chargé des Affaires politiques de la MONUC/Kindu, Spyros Demitriou, Chef de l'équipe Stabilisation pour la Coordination de l'Est (MONUC), Mohamed Elmehdi, Conseiller technique en DDR du PNUD, la délégation compte en son sein Constantin Makombo, Secrétaire général du Gouvernement, représentant le gouverneur empêché, le Général de Brigade Floribert Kisembo, Cmdt 2nd de la 7ème Région militaire du Maniema, le Major Kalenga Mutombo, de la Structure Militaire d'Intégration (SMI) et Jean Dieudonné Tshumba, agent de liaison de l'Unité d'Exécution du Programme National / DDR (UEPN/DDR).

L'événement est très important pour la province du Maniema en général et le territoire de Kabambare en particulier. Car il marque ce jour le démarrage effectif du regroupement des ex-combattants dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante sécuritaire du Programme de Stabilisation et Reconstruction des zones sortant des conflits armés, STAREC. Dans son discours d'accueil, Mr Ahmed Ali Kazambi, chef de secteur Wamaza, a tenu à le souligner avec soulagement. « Nous avons vécu un intense et douloureux activisme des groupes armés, sans bénéficier autant que les autres provinces de l'Est de la RDC, d'une opération de Dés-

armement, Démobilisation et Réinsertion sociale des ex-combattants », devait-il souligner. Aujourd'hui, cependant, cette opération est rendue possible grâce au Programme de Stabilisation et Reconstruction, STAREC, lancé par le gouvernement congolais, et qui prend la relève du Programme AMANI en mettant la priorité sur le programme DDR pour la province du Maniema.

Visiblement, l'engouement est au rendez-vous. Une centaine de candidats à la démobilisation venus de tous les coins du Maniema, de Shabunda au Sud-Kivu, hommes et femmes de tous âges, fièrement parés de leurs gris-gris et de leurs lances, manifestent leur enthousiasme à l'opération du retour à une paix durable dans leur province. Ils attendent depuis plus d'une semaine, dans leurs familles où chez des proches dans la cité le jour « J » du lancement de l'opération de désengagement et regroupement des ex-combattants : les uns pour s'intégrer officiellement dans les forces armées régulières, les autres pour saisir l'opportunité d'apprendre un métier et effectuer leur réinsertion sociale. Ces derniers constituent d'ailleurs le gros du lot des ex-combattants présents ce jour là.

« Bon nombreux de nos collègues ont pris la route pour rejoindre le centre de Wamaza comme nous », nous indiquent les ex-combattants présents. Ce travail est le résultat d'une sensibilisation réalisée par le gouvernement de la

province du Maniema via les médias officiels et radios communautaires éparpillées dans les grandes cités de la province. Cependant, l'installation de ce centre à Wamaza n'est pas du goût de tous dans la province. C'est un sujet d'hésitations pour environ 300 ex-combattants du groupe dénommé « Raia Mutomboki » qui refusent, pour l'instant, de rejoindre le processus DDR si le centre de regroupement n'est pas basé dans leur fief, c'est-à-dire, à Kabambare Centre. Mais aux dires des officiels présents, cette situation est en voie de résolution par le dialogue. Aucune entrave ne devrait donc perturber le bon déroulement de cette opération dans le Maniema.

Selon le secrétaire général du Gouvernement et porte parole du gouverneur empêché, Constantin Makombo, le choix de Wamaza a été dicté par sa position géographique (au point central) par rapport aux espaces ciblés pour leur forte concentration des ex-combattants. D'autres raisons pourraient être avancées pour justifier le refus de certains ex-combattants de rejoindre le centre de Wamaza, « mais il faut aller à l'essentiel », a affirmé le Secrétaire général du Gouvernement. L'une de ces causes serait même noble : que le centre doit assurer plus tard le rayonnement la cité de Kabambare où est né le groupe « Raia Mutomboki. »

Le général de Brigade Floribert Kisembo, lui, s'est voulu formel et direct en s'adressant aux ex-combattants présents : « les ex-combattants doivent saisir sans atermolement l'opportunité offerte par le chef de l'Etat avec l'appui de nos partenaires internationaux pour ramener la paix dans notre province afin de nous occuper du développement de notre pays. C'est impératif ! S'ils résistent, ils seront traités comme tous les autres bandits par les opérations militaires en court, afin de se débarrasser toutes les causes d'insécurité qui persistent encore dans notre pays », a-t-il averti.

En ce qui concerne les choix offerts aux ex-combattants, le conseiller technique en DDR du PNUD, Mr Mohamed Elmehdi, a indiqué qu'ils ont deux choix : soit intégrer l'armée, soit retourner à la vie civile. « Et le PNUD est là pour accompagner les projets communautaires des ex-combattants mais aussi les projets individuels comme le commerce, l'élevage, la pêche, ou les activités de professionnalisation tels que la couture, la menuiserie ou la boulangerie. Nous n'appuierons pas la mécanique, pour la simple raison qu'à Wamaza, il n'y a pas de véhicule », a-t-il conclu avec un brin d'humour.

Par Levy Pontien Bashonga